

**Intervention du Président du Sénat, M. Gérard Larcher,
lors de la réunion des Commissions des Affaires européennes
en format Triangle de Weimar
(Salons de Boffrand, le 15 février 2026, à 20 heures)**

Messieurs les Présidents et Vice-présidents des Commissions des Affaires européennes du Sénat et de l'Assemblée nationale, du Bundestag allemand, de la Diète et du Sénat polonais, Chers collègues députés et sénateurs de nos assemblées réunies en format Triangle de Weimar, de Pologne, d'Allemagne, de France,
Chers amis,

Bienvenue au Sénat de la République française, à l'aube de cette année 2026 qui marque le 35^e anniversaire du Triangle de Weimar !

En 1991, l'Europe libérée du joug soviétique et enfin réunifiée pouvait avec raison contempler un horizon de paix et de stabilité. Elle sut, dans sa partie centrale et orientale, accomplir les réformes indispensables pour mener à leur terme les transitions économiques, au prix de « thérapies de choc » et d'efforts considérables.

Mais 35 ans plus tard, malgré ses réussites et ses prouesses, notre Europe réunifiée et transformée est confrontée à de nouvelles ruptures, à un mouvement de bascule qui exprime les nouveaux rapports de force mondiaux :

la Russie a renoué avec ses velléités irrédentistes et constitue une menace qui ne s'arrête pas à nos portes ;
la Chine est devenue un Empire industriel qui étend ses conquêtes économiques ;
la stratégie nationale américaine suffirait à convaincre les plus sceptiques : les Etats-Unis ne sont plus des alliés stratégiques fiables, en toutes situations. Il ne s'agit en rien de remiser sur l'étagère du passé le lien transatlantique. Mais de faire avec les Etats-Unis lorsque cela reste possible, et je le souhaite. Et de faire sans eux lorsque nos intérêts l'exigent !

Permettez-moi, dans ces circonstances, de partager avec vous quelques convictions.

Ma première conviction est que le mouvement de bascule, ce que l'ancien Commissaire au marché intérieur Thierry Breton, que vous rencontrerez demain, désigne comme « l'ère de la radicalité », n'est pas qu'une parenthèse : ses effets sont là pour durer. Notre Europe n'a pas d'alternative : elle doit faire preuve de cohésion et de puissance, sauf à n'être plus maîtresse de son destin ; sauf à devenir une terre de vassalisation ballotée au gré des intérêts de plus puissants.

L'Europe doit d'abord compter sur elle-même, désormais !

Ma deuxième conviction est que l'Europe puissance est loin d'être hors de portée. Nous disposons déjà de nombreux instruments : le bouclier numérique, avec des réglementations pour faire face aux grandes plateformes qui veulent imposer leurs lois ; des capitaux permettant d'orienter les marchés financiers – nous avons constaté l'efficacité de ce levier au plus fort des tensions sur le Groenland, grâce à la part de dette américaine détenue par les fonds de pension européens ; des secteurs d'activités leaders dans leurs domaines, qui pèsent sur les chaînes de valeur ...

Mais pour nous préparer à des chocs adverses de plus en plus nombreux, et être en capacité de sortir gagnants de rapports de force, nous armer de l'intérieur est incontournable :

par la simplification, car nous nous sommes corsetés par un excès de normes, en matière énergétique en particulier ; par l'approfondissement du marché intérieur, du marché des capitaux en priorité ; par la préférence européenne ; par l'affirmation de notre souveraineté alimentaire, avec une politique agricole commune qui préserve ses moyens et ses spécificités—ces priorités peuvent nous rassembler, même si des compromis demeurent à rechercher sur leurs modalités.

Permettez-moi d'ouvrir une parenthèse, concernant la France : alors que tant d'Etats de l'Union, dans la décennie 1990 pour les pays d'Europe centrale et orientale, plus récemment en Europe du Sud, ont su procéder aux réformes nécessaires pour se conformer aux trajectoires budgétaires et financières définies dans le cadre européen, il ne peut s'agir, pour la France, de fuir ses responsabilités et de chercher à faire financer par d'autres les réformes structurelles et les économies qu'elle peine elle-même, encore, à s'imposer.

Je vous l'affirme en responsabilité, de façon personnelle : dans les circonstances présentes, évoquer un nouvel emprunt européen s'il s'agit pour notre pays de s'exonérer de ses engagements ne m'apparaît pas adapté.

Ma troisième conviction est que notre Europe ne peut plus être prise en défaut de faiblesse, du point de vue de ses capacités de défense. Du jour au lendemain pratiquement, le repli américain a laissé l'Europe dans sa nudité et les Ukrainiens trop exposés.

L'extraordinaire résilience des Ukrainiens et un sursaut collectif européen ont permis, en partie, mais en partie seulement, de combler le vide laissé par le désengagement américain.

Devons-nous cependant nous résoudre à financer l'industrie de défense américaine ou d'autres pays, en achetant du matériel militaire que nous ne produisons pas sur notre sol ?

Le soutien à l'Ukraine sera demain le thème de l'une de vos sessions de travail. Vous aborderez peut-être la tentation de certains, y compris parmi des responsables européens, de renouer le dialogue avec la Russie. Je recommanderais pour ma part la plus grande prudence. L'Ukraine, au prix de tous les sacrifices, demeure solide. Sans conditions, en l'absence de cessez-le-feu, renouer le dialogue courrait le risque d'être un aveu de faiblesse.

Voulons-nous emprunter le chemin américain ? La question cruciale selon moi tient en quelques mots : comment mieux aider l'Ukraine ?

Mesdames et Messieurs, Mes chers Collègues,

En vous exposant ces quelques convictions, je me suis efforcé de caractériser « l'esprit de Weimar » qui nous rassemble, malgré nos différences, et qui n'a en rien perdu de son actualité à l'aube de son 35^e anniversaire : résister ; se renforcer ; construire ensemble.

Résister, parce que nous sommes attachés à nos valeurs fondatrices, et qu'aucun Etat ne peut impunément les piétiner ; se renforcer, parce que nous avons besoin d'être plus compétitifs face à nos concurrents ou adversaires, dans la cohésion ; construire ensemble, parce que nous sommes attachés à la souveraineté de l'Union européenne, et à ses déclinaisons dans tous les domaines.

Alors que vive l'esprit de Weimar et que vive l'amitié entre nos assemblées, qui est aussi l'amitié entre nos peuples !